

**Synthèse de la journée du 21 novembre 2002
Maison de l'Amérique latine
Paris**

En partenariat avec IHEAL, la Maison de l'Amérique latine et Frères des Hommes

Le Brésil de Lula Enjeux et perspectives

Programme de la journée

9h30 – 9h45 : inauguration du cycle « Brésil 2003-2006 » par M. Jean Michel Blanquer, directeur de l'IHEAL.

9h45 – 11h30 : première table ronde « **Les élections d'octobre** » :

- Stéphane Monclaire (Paris I) : bilan des élections
- Carlos Quenan (IHEAL – Paris 3) : enjeux macro-économiques
- Dominique Vidal (Lille) : pouvoir et société

Modérateur : Jean-François Deluchey, IHEAL

11h30 – 13h30 : deuxième table ronde « **Trois grands « chantiers sociétaux** » du Brésil » :

- Marilena de Souza Chaui : éducation et culture
- Bruno Lantier (IEDES – Paris I) : pauvreté et marché du travail
- Jean-François Deluchey (IHEAL – Paris 3) : sécurité

Modérateur : Thomas Colmant, Frères des Hommes

● 14h30 – 17h30 : troisième table ronde « **La question agraire** » :

- Jean-Pierre Bertrand (INRA) : les systèmes agraires
- Joaquim Lima : le MST et les élections brésiliennes
- Bernardo Sorj (UFRJ) : la réforme agraire dans la société brésilienne

Modérateur : Olivier Dabène, IEP Aix-Marseille

Introduction :

Les dernières élections brésiliennes marquent l'alternance politique avec l'arrivée à la Présidence du candidat de gauche (Parti des Travailleurs), Luiz Inacio Lula da Silva, moins de 20 ans après la fin de la dictature brésilienne. Pour le nouveau Président, qui ne dispose pas de majorité absolue ni au Sénat ni à la Chambre des Députés, le jeu des alliances peut se révéler à la fois difficile mais nécessaire pour gouverner. En effet, le peuple brésilien ainsi que le mouvement social espère beaucoup de cet ancien ouvrier et leader syndical.

Mais, les problématiques sociales et économiques du Brésil, les engagements auprès des institutions internationales telles le Fond Monétaire International ne laissent que peu de marges de manœuvre au nouveau président pour marquer une réelle rupture avec la politique néo-libérale développée par son prédécesseur.

Afin de comprendre les nouveaux enjeux du Brésil de Lula, trois tables rondes ont été organisées le 21 novembre 2002 à la Maison de l'Amérique latine. Ces trois tables-rondes traitent respectivement des élections d'octobre 2002 dans le contexte macro-économique brésilien et du lien pouvoir et société. La seconde table ronde aborde trois grands chantiers sociétaux brésiliens : l'éducation et la culture ; la pauvreté et le marché du travail ; la sécurité. Enfin, la troisième traite de la question de la réforme agraire.

Inauguration d'un cycle de conférence triennal sur le Brésil pour l'IHEAL, partie prenante du programme d'éducation au développement « Terra » pour Frères des Hommes, cette journée marque aussi la volonté des trois partenaires d'analyser et de mieux comprendre les élections brésiliennes d'octobre 2002 qui marquent pour la première fois dans l'histoire républicaine brésilienne l'avènement de la gauche au pouvoir.

Ce document n'est pas exhaustif, il porte les grandes réflexions des personnes présentes (universitaires et représentants de la société civile). Il apporte des éléments d'analyses, de compréhension des dernières élections brésiliennes et pose les grandes problématiques actuelles du Brésil.

Un grand merci est adressé à toutes les personnes ayant préparé et participé à cette journée ainsi qu'à Cécile Roubaud qui a retranscrit à partir d'enregistrement audio les débats de la journée.

Thomas Colmant
Frères des Hommes

LES ELECTIONS D'OCTOBRE

Bilan des élections

Cette année trois élections ont lieu au Brésil : l'élection présidentielle, les élections législatives (2/3 de chaises à renouveler au Sénat et 513 sièges pour les députés) et les élections estaduais. En tout, 1059 sièges étaient à pourvoir.

I/ L'offre

- L'offre quantitative est très élevée : 18 000 candidats (soit 50% de plus qu'en 1994) dont 14% de femmes.
- L'ampleur s'explique par le nouveau découpage fédéraliste du Brésil (1/8^{ième} de nouveaux postes d'élus a été créé) ainsi que le mode de scrutin (proportionnel avec vote pour un candidat ou un parti) et son anticipation. Ainsi, au niveau des Etats, l'électeur peut voter (système proportionnel) pour un parti ou un candidat.
- Le revers de l'offre :
 - Le mode proportionnel : un candidat peut être élu avec peu de voix (si on a voté en nombre pour son parti).
 - 88 partis différents ce qui peut dénoter manque d'organisation même s'il y a création d'alliances (vers plus de cohésion ?). Ne va-t-on pas vers une institutionnalisation des alliances politiques au Brésil ?

II/ L'électorat

A/ Evolution

- Profil : 175 millions d'habitants, avec le vote obligatoire. 115 millions d'électeurs dont 50,8% de femmes. Un électorat essentiellement urbain (dû au développement des villes moyennes), des électeurs plus instruits que lors des précédents scrutins et plus politisés.
- 82% de participation (stable) - lois de dérogation au vote obligatoire existante.
- Diminution des bulletins blancs (3%) et nuls (7,3%).
- 72% des électeurs se sont rendus aux urnes en votant pour un candidat (et non un parti).
- Le vote par machine électronique a fait baisser les votes nuls.

B/ Résultats

- Nationalisation de l'implantation des partis.
- Concernant les élections pour les Etats (29 partis différents en 2002) : dans les années 1990, aucun parti majeur avait un élu dans tous les Etats. En 2002 : le PT (Parti des Travailleurs) a eu un élu au moins dans chaque Etat.
- Cependant il n'y pas de vraie harmonie : 19 partis différents à la Chambre Fédérale et 29 à l'Assemblée Nationale.
- Evolution générale des rapports de forces : baisse des partis conservateurs (échec de la pratique du clientélisme), émergence du PT (Lula avec 61% des voix au second tour bat un record historique).

C/ LE PT et le succès de Lula :

- Lula, un nouvel homme : changement de ton, plus modéré. Création d'alliances stratégiques notamment avec le Parti Libéral. Cette alliance risque d'être difficile à gérer car au sein du Parti Libéral existe un courant religieux (évangéliste) et patronal. Ainsi, la Chambre des Députés comporte 45 députés évangélistes, 91 députés du PT mais aucune majorité n'apparaît.

- Représentation d'une alternance : nouveaux propos face aux difficultés non résolues du pays.
- Le PT représente un réseau considérable et un relais du mouvement social. De plus, le bilan laissé par Cardoso donne crédibilité à l'alternance actuelle.

Conclusion :

Le succès de Lula et du PT ne signifie pourtant pas le pouvoir total au PT, les sénateurs et députés élus ne suffiront pas pour faire voter les réformes de Lula. Le sujet de la création d'alliances avec d'autres partis est donc fondamental pour faire passer les réformes promises. Le second point important de cette élection est le changement net des électeurs. On peut dire que le Brésil a acquis une maturité politique à travers une érosion du clientélisme. Le Brésil est en voie d'évolution politique.

Les Enjeux Macro-Économiques

Introduction :

La situation du Brésil a connu une aggravation claire de sa dette publique devenue menaçante au point de déclencher l'aide du FMI (30 milliards de dollars en tranches trimestrielles). Quel bilan au lendemain des élections ?

I/ Les fragilités structurelles du Brésil

A/ Fragilités monétaires et financières :

- Le Brésil hérite du « Plan Réal » qui a permis de juguler l'inflation mais par le biais de taux très élevés. Ainsi il y a eu une surévaluation monétaire, avec pour conséquence un déficit de la balance commerciale et un grossissement de la dette qui nécessite l'aide extérieure (environ 50 millions de \$ US par an, soit environ 10% du PIB).
- La dette est doublement indexée sur le change et les taux d'intérêts. En conséquence il n'y a pas eu d'assainissement budgétaire (hausse du déficit public à cause des taux d'intérêts qui ont augmenté avec les crises asiatiques). La dette publique a fortement augmenté (1994 : 30% du PIB, 2002 : 50% du PIB).
- Une accumulation de facteurs a fait augmenter la dette : la double indexation de la dette, les fluctuations de change (qui entraîne une dévaluation du réal), la croissance médiocre du PIB qui ne permet pas de rembourser la dette (1% en 2002).

II/ L'après élection, événements conjoncturels

- La dégradation de la situation macro-économique avant les élections due à la victoire anticipée de Lula (panique des marchés financiers - hausse du risque pays) n'a pas duré. Après l'élection de Lula une amélioration structurelle est visible, stabilisation du réal (3,5 reals = 1\$).
- L'évolution récente des fondamentaux est assez positive : amélioration de l'excédent commercial (lié à la baisse du taux de change), meilleures perspectives pour la balance des paiements. Le tout dans le contexte d'un Lula plus modéré.

III/ Les faibles marges de manœuvre de Lula

A/ Les contraintes

- La dette publique sera dure à faire baisser, même si le risque/pays s'améliore, il y a une tension sur le taux de change. La banque centrale doit renouveler la dette interne à des taux très élevés.
- Le budget est en conséquence réduit, sous le poids de la dette.
- Le Brésil s'est engagé face au FMI à avoir un excédent primaire de 37,5% du PIB ce qui limite les possibilités de dépense de l'Etat.

- Beaucoup de promesses sociales ont été faites lors des élections (lutte contre la faim, programme pour les jeunes, etc.) que devra tenir Lula.

B/ Quelles stratégies ?

- Restaurer la confiance des investisseurs dès les premiers mois, pour remettre en place un cercle vertueux (ré-appréciation du change => reprise de la croissance => diminution de la dette => hausse de la confiance des milieux financiers => ré appréciation du change => etc.).
- Mise en place progressive des programmes électoraux.

Conclusion :

L'enjeu véritable est celui de retrouver une croissance, celle-ci augmentera les marges de manœuvre de Lula. Le nouveau président est sous la surveillance des milieux financiers. Ces éléments détermineront les marges de manœuvre du nouveau gouvernement.

Pouvoir et société

Introduction :

Il est extrêmement difficile de commenter un processus politique. Pour Lénine «les faits sont têtus », en politique, il n'y a de changements que s'il y a une volonté de les faire. Nous allons faire une double lecture des faits, en regardant les continuités et les changements de la société brésilienne.

I/ Quelles continuités ?

- L'arrivée au pouvoir. Pour parvenir au pouvoir Lula a dû se modérer. Il y aura une certaine continuité politique entre autres à travers la nomination de Rizzola comme 1^{er} Ministre. Tel en Europe, il y a une homogénéisation de la gauche et de la droite, avec une modération du PT.
- Au Brésil il y a une tradition d'accepter l'ordre des choses, ce fut le cas pour l'élection. Il n'y a pas eu de véritables combats, mais la réalisation de nombreuses alliances.

Il ne faut pas sur-interpréter l'élection de Lula. Il n'y aura pas de grands changements. D'une part il ne faut pas négliger les résultats de l'opposition aux présidentielles (33% des voix pour Serra), d'autre part aux élections des gouverneurs le PT n'a pas fait des scores extraordinaires. Surtout, le PT a perdu l'Etat du Rio Grande do Sul, Etat qu'il dirigeait depuis longtemps, et même s'il garde sa position dans le Matto Grosso le gouverneur a annoncé qu'il ne paierait pas plus pour la dette. Si le PT a progressé au sein du Sénat, José Sarney y brigue quand même la Présidence et d'ailleurs le PT y est minoritaire.

II/ Quels changements ?

- Le PT a eu une formation progressiste. Avec l'image de représenter le peuple, au côté des luttes sociales et des mouvements sociaux. Désormais avec la modération du PT il semble que son image soit différente.
- Lula lui-même a beaucoup évolué. Avant, homme du peuple, il n'est plus vraiment l'ouvrier du peuple d'autrefois, immigré rural du Nord-Este.

III/ Le rapport complexe de la société et du pouvoir

Le pouvoir, d'une part n'est pas un bloc unique, et la société, d'autre part, regroupe des réalités différentes.

A/ Les différentes couches de la société et leurs besoins

- L'élite, très courtisée par le PT lors de la campagne, n'hésitera pas à s'opposer si elle n'est pas satisfaite.

- Les couches moyennes trouveront peu probablement satisfaction dans le régime des retraites différentes.
- Les couches populaires, distantes de la scène politique, voient en Lula un père. Il y a donc un vrai danger de les décevoir.

Le discours de Lula inter-classiste risque de voler en éclat dans la mesure où il ne pourra pas satisfaire toutes les différentes couches de la société.

B/ Contraintes économiques et marge de manœuvre

Il existe trois grandes inégalités :

- L'inégale répartition des revenus entre personnes en général, entre régions mais aussi entre générations et dans tous les milieux (ruraux et urbains).
- La migration des campagnes vers les villes qui entraîne une hausse du chômage.
- La difficulté d'insertion professionnelle des diplômés.

Ces contraintes économiques sont importantes. Pour trouver une légitimité Lula devra :

- Eviter le mépris social (faire des réformes à moindre frais).
- Réaliser la campagne promise contre la faim.
- Rendre l'accès au travail et à l'habitation possible pour tous.
- Assurer un meilleur service public (accueil dans les commissariats, hôpitaux, etc.).
- Améliorer l'égalité des sexes (légitimation de l'avortement auquel s'est opposé le PT autrefois pour avoir le soutien de l'Eglise, la représentation des femmes dans l'équipe gouvernementale est faible).
- Faire des changements juridiques : rendre obligatoire l'assurance chômage (FGTS) pour les employés domestiques.

En conséquence il sera très dur d'augurer le changement. Maintenant avec les nouvelles orientations du PT, on imagine mal comment définir une opposition à la gauche.

Si dans les années 1980, le PT était le représentant des mouvements sociaux, le PT est désormais plus modéré ; cependant il ne gagnera sa légitimité que par une intervention sociale.

Débat

Le système brésilien permet l'emploi des décrets-lois, dont Cardoso a eu beaucoup recourt (80% des modifications législatives), ceux-ci permettent de diminuer le temps des débats parlementaires. La décision de baisser l'utilisation des décrets-lois implique pour Lula moins d'opportunités de prendre des mesures provisoires.

Pour faire passer des réformes il va falloir faire des alliances avec d'autres partis. La seconde solution consiste dans le « poder da caneta », c'est à dire le pouvoir de nomination de 18000 emplois par la Présidence qui eux-mêmes ont un pouvoir de nomination. Par ce biais, il y a aussi moyen d'obtenir une majorité mais c'est un processus plus long que les alliances.

Le PT n'a pas échoué aux élections des gouverneurs. Certes peu de candidats ont été élus mais leur score était très élevé. Lors du second tour leurs scores ont augmenté fortement.

En ce qui concerne le Rio Grande do Sul ; certes le PT a perdu un Etat dans lequel il était présent depuis 8 ans, avec un gouverneur très radical et où l'électorat est plus instruit que dans les autres Etats. Pourtant cet échec trouve ses origines dans un ensemble de causes : lassitude, radicalisme et défauts dans la stratégie de communication du PT. De plus de nombreux députés du PT seront envoyés par l'Etat.

Marges de manœuvre de Lula

Les marges de manœuvre de Lula sont très faibles (à la fois petit budget et peu d'impôts récoltés).

- Beaucoup de promesses : le programme contre la faim, le véritable programme emblématique du PT, est budgété à 5 milliards de réals. Il y a un vrai scepticisme sur la possibilité de trouver les fonds. Certainement, au début seulement, une partie de ceux –ci

sera trouvable (1/2 ou 2/3). A ce programme s'ajoute la promesse d'augmenter le salaire minimum en 2003 au niveau de 211 réais.

- Pression du FMI : Le montant prêté par le FMI semble limiter pour renverser la situation.

En conclusion il existe beaucoup d'incertitudes. Et comme l'a souligné le Secrétaire au Trésor américain : « Lula doit faire ses preuves ».

Le vrai programme emblématique du PT est celui contre la faim. Il s'agit d'institutionnaliser un travail qui était fait au préalable par des ONG locales.

Lula prendra toutes ses mesures en prenant garde aux marchés financiers. Les possibilités de redistribution seront donc mineures.

Rôle de la presse au Brésil

Il faut différencier la presse écrite et la presse audiovisuelle.

- La presse écrite : 2 hebdomadaires nationaux, 1 quotidien national, mais surtout une presse locale importante. Ce type de presse influence surtout les élites. Il est dur de savoir si elle a eu une influence sur la victoire de Lula. Il est notable cependant que le nombre d'articles portant sur Lula avant les élections était plus élevé que dans le passé, et surtout que leur contenu était cette fois positif.
- La presse audiovisuelle. La télévision a une influence sur l'ensemble de la société. Lula a bénéficié du fait que la chaîne principale, GLOBO, ne s'est pas opposée à lui.

Il est difficile d'estimer le rôle de la presse. D'autant plus que les médias, en générale anticipent les résultats et appuient le candidat soutenu par l'opinion général.

Les grands quotidiens ne sont pas lus par toutes les couches de la société, mais seulement par l'élite. Les médias de masse, au contraire, touchent une plus grande population et soutenaient le PT. Il faut cependant prendre en compte que les médias ne sont pas tout-puissants, les gens relativisent ce qu'ils voient.

Position de Lula sur le MERCOSUL et l' ALCA :

Lula est en faveur de la relance du MERCOSUL pour faire face au bloc américain. Lula soutient le projet de la création d'une monnaie unique pour les échanges agricoles, une « monnaie verte ».

Cependant il faut prendre en compte que :

- L'aide US est indispensable au soutien du réal.
- Le MERCOSUL ne se développera vraiment que quand les crises dans les pays d'Amérique latines auront pris fin.

TROIS GRANDS CHANTIERS SOCIETAUX DU BRESIL

Education et culture

Réactions sur la première table ronde :

1/ Le PT n'a pas échoué aux dernières élections sauf pour l'Etat du Rio Grande do Sul. Pour la première fois le PT est représenté dans tous les états (sauf quelques exceptions), on peut parler d'un vrai parti national.

2/ Le PT a besoin de ses radicaux pour contre-balancer la modération générale de ses idées.

3/ Il est très dangereux de se référer à la presse brésilienne. Le PT est haï par cette presse qui appartient à l'élite. Longtemps la presse a critiqué le PT pour son refus de faire des alliances en y voyant un conservatisme important. Cette année la même presse a critiqué le PT d'avoir réalisé des alliances en y voyant un abandon de l'idéologie de gauche.

Enfin la presse dit de Lula qu'il est un candidat populiste et messianique. Or être populiste signifie que quelqu'un appartenant à l'élite fait une faveur au peuple, or Lula lui-même vient du peuple et non de l'élite. De plus la religion a toujours été pour le peuple le seul moyen de langage politique, le problème vient de la tradition existante à laquelle le PT devra mettre fin.

Le défi de Lula sera de montrer que les accusations de la presse sont fausses. Sa tâche sera d'autant plus difficile que la situation est complexe.

Education et culture

I/ Un héritage lourd

Cardoso a réformé l'Etat en créant un « secteur non exclusif » qui inclus l'Education, la Santé, la Culture et les Services Publics.

A travers l'idée de secteur « non exclusif » sont sous-entendues les privatisations. L'Etat n'a plus d'obligation et par le terme de « service » on ne parle plus d'un droit mais un service du marché.

II/ Education

- Taux d'analphabétisme : la situation est complexe, l'aide du FMI était conditionnée à un certain taux d'analphabétisme. Des mesures fausses ont trafiqué les résultats. En effet Cardoso est parti de l'idée de Paulo Freire d'éviter l'évasion scolaire par la création de cycles supplémentaires, mais l'application fut différente. Cardoso a facilité le passage en classe supérieure en supprimant les tests.
- Ressources budgétaires : Lula prévoit dans son programme de garder le budget du primaire et du secondaire au Ministère de l'Education et de rattacher celui Universitaire au Ministère des Sciences et des Technologies. Cette réforme permettrait de dégager plus de ressources pour l'éducation et mettre fin véritablement à l'analphabétisme.

Le rôle de Lula sera de faire une réforme complète.

III/ Culture

Au niveau de la culture trois grands problèmes existent :

- L'ignorance : Le Ministère de la Culture est détruit. Le Ministre de la Culture de Lula (M. Gilberto Gil) n'a pas les connaissances nécessaires en terme de culture.
- La privatisation du secteur suite à la loi RONEY : ce sont les entreprises d'Etat (ex : Petrobras) et les banques qui organisent les événements culturels comme ils le veulent. Ce qui crée un système de corruption.
- Destruction du patrimoine culturel brésilien par manque de fond : ainsi Ouro Preto se dégrade fortement.

Ainsi Lula, pour la culture, devra remédier à ces trois problèmes.

III/ Enjeux de réformes pour Lula

En conclusion Lula devra repartir de zéro :

- Créer une politique de télécommunication et d'information.
- Créer un fond de culture en mettant en commun les fonds des entreprises d'Etat et des banques utilisés pour la culture.
- Créer un programme NATIONAL de SUS (Système Unifié de la Santé) qui jusqu'à présent est sujet à la coresponsabilité de 3 entités (Etat- fédération- commune).
- Libérer l'idée de la culture des événements, séparer l'idée de culture des beaux-arts, libérer la culture en faisant que celle-ci soit la production des citoyens.

Débat

Lien entre les réformes en général et la réforme du plan de lutte contre la faim :

Il existe un véritable lien entre la réforme contre la faim et les autres réformes. Toutes mesures pour mettre fin à la faim implique d'autres réformes sociales : agraires, dans les villes, pour les bourses, les écoles, les travailleurs jeunes, et le salaire minimum.

Pendant 8 ans il y a eu dépolitisation avec la tendance néo-libérale de Cardoso. La politique appartenait à la sphère technique réservée aux spécialistes. Avec Lula il s'agit de faire de la politique un acte social impliquant tous les citoyens.

La réforme de la santé et la décentralisation :

Il s'agit de donner au SUS l'importance qu'il avait au niveau des villes mais au niveau national. La Santé est inséparable des programmes économiques : croissance, productivité, etc. Il en est de même pour l'ensemble des politiques sociales qui doivent avoir un traitement national.

La politique sur le livre :

Il s'agit aussi ici de développer une politique nationale : bibliothèques nationales et locales attachées au Ministère de l'Education. De façon à appliquer ce qui a été fait dans l'état de Sao Paulo au niveau du pays.

Pauvreté et marché du travail

Les problèmes du travail, des revenus et des politiques sociales dans la politique de lutte contre la pauvreté doivent être traités différemment de la pauvreté seule. La question sociale au Brésil ne peut être séparée des considérations économiques, l'évolution des revenus n'est pas liée seulement aux revenus mais a ses conséquences sur d'autres politiques. Le social est un moyen de restructurer toute l'économie brésilienne, aussi bien l'industrie que l'agriculture.

I/ Emploi et chômage

Le chômage est avant tout un problème démographique car il est le lien entre l'offre et la demande d'emploi. Malgré une amélioration sous Cardoso grâce au Plan Réal au début des années 1990 (94-96), le chômage a de nouveau augmenté. Aujourd'hui il n'existe de statistiques que pour les grandes métropoles : Sao Paulo bat tous les records avec un taux de chômage de 20% (2001), et le taux moyen des grandes métropoles est de 8,5%.

- L'offre : La croissance démographique est inférieure à la croissance de la population active. L'offre est inférieure à la demande au Brésil alors même que le pays est en pleine croissance démographique. Plus la ville est grande plus le problème du chômage est visible.
- La demande : le besoin de l'industrie diffère de l'offre. La population est de plus en plus éduquée mais l'industrie ne requiert pas ce type de main d'œuvre sauf en ce qui concerne les niveaux très éduqués (> 8 ans d'études).

Les mesures des années 1980 se résument à la création de fronts d'urgences (emplois publics peu rémunérés, aides au micro-crédit, etc.) mais aucun résultat efficace n'a eu lieu. La vraie réforme passera par la croissance économique forte et durable.

II/ le travail informel

- Le travail informel se définit par un travail où «les employeurs ne cotisent pas pour leurs salariés ainsi que les indépendants et les micro patrons».
- Le travail informel a fortement augmenté lors des 10 dernières années (dans l'industrie de 38 à 45 % des salariés), il n'est pas que présent dans la micro entreprise mais dans les autres aussi (> 10 salariés, 2/3 des salariés sont des informels).
- Le problème essentiel posé est celui de la cotisation de la sécurité sociale.
- Les emplois indépendants ont peu évolué.

En conclusion, il y a un véritable problème d'emploi informel. Cependant contrairement à l'Argentine, il existe une charte du travail exemplaire. Le problème ne réside pas dans l'existence de droits pour les travailleurs mais dans leurs applications.

III/ Les évolutions : différence entre les salaires, mobilité

A/ La différence de revenu

- Entre travail formel et informel l'écart de revenu est important - 27,5% - auquel s'ajoute la non-couverture sociale.
- Le second problème lié au revenu ne vient pas forcément de l'évolution du salaire minimum qui connaît une amélioration, même légère (1994 : 112 réais => 2002 : 169 réais). Mais de l'évolution de la tranche de salaires juste au-dessus, leur niveau n'a pas évolué depuis 10 ans.
- Enfin les écarts habituels entre hommes/femmes, blancs/noirs, éduqués/non éduqués sont stables.

B/ La question de la mobilité

- Dans les années 1980 beaucoup d'indépendants rentrent dans le secteur informel, alors que peu de travailleurs du secteur informel intègrent le secteur formel.

Lors des 10 dernières années les salaires sont restés stables alors que la productivité industrielle a plus que doublé. Il y a donc eu croissance économique lors de ces 10 dernières années mais celle-ci a été entièrement absorbée par le service de la dette (externe et interne) et les revenus non salariaux. La part des salaires dans la valeur ajoutée du travail a diminué de 45 à 30 % (sur la même période en France de 70 à 60%).

IV/ Le programme de Lula

En terme de politique du travail le programme est très limité : seul est abordé réellement la question du salaire minimum. Le problème du revenu est passé outre, celui-ci est seulement évoqué à travers le renforcement des syndicats. Rien n'est prévu en terme de loi.

V/ La question des dépenses sociales

- Evolution sous Cardoso : mise en place du système du SUS prévu par la Constitution de 1988. On passe de 10 millions de personnes dans le système social à 60 millions. Cependant la qualité du service est médiocre.
- Le problème budgétaire : La dépense sociale représente 20% du PIB. Seulement 1/15^{ième} est destiné aux problèmes de la pauvreté. Les retraites, elles, absorbent la moitié du budget social. Il y a donc un vrai problème, surtout au niveau du secteur public qui donne des privilèges incomparables aux fonctionnaires (20 années de travail donnent accès à 120% du salaire et au droit de pratiquer une activité complémentaire pendant la retraite). Le secteur public absorbe la moitié du système des retraites alors qu'il ne représente que 1/5^{ième} de la population active.
- Programme de Lula : aucune allusion n'est faite pour le changement du système des retraites publiques. Lula reste évasif, il parle de développer des systèmes de retraites complémentaires.

Conclusion :

Une réforme au niveau social et salarial ne peut-être graduelle au Brésil : ce sera tout ou rien.

Par exemple au niveau des salaires, une augmentation même de 50% du salaire minimum est aussitôt compensée par l'inflation et les autres processus économiques.
Au niveau de la protection sociale l'enjeu sera de créer un lien entre cotisations et prestations afin que cotiser soit intéressant pour le travailleur (l'Etat lui reversant plus tard ce qu'il a donné).

La sécurité

La sécurité ne se limite pas à la sécurité publique mais inclut aussi les forces armées. Nous traiterons de ces deux sujets.

I/ La garantie de la souveraineté : Les forces armées

A/ Historique

- De 1964 à 1985 le Brésil connaît un régime militaire.
- Depuis 1985 : fin du régime militaire, avec une baisse de l'influence de celui-ci qui est difficilement mesurable. Le pouvoir militaire se justifiait avant par sa capacité à prédire le futur.
- Aujourd'hui le pouvoir militaire n'a plus cette capacité. Un événement représentatif est la création du Ministère de la Défense Civile en juin 1999 pour remplacer 3 Ministères attachés aux forces armées.

B/ La mission des forces armées aujourd'hui

La mission est double :

- Intervenir à l'extérieur : Tout d'abord en cas de conflit de frontières. Ce fut le cas longtemps au Sud avec la frontière argentine qui était dangereuse jusqu'à la fin des années 1980. Aujourd'hui il s'agit de la frontière avec le Surinam en Amazonie, pays au sein duquel existent des dangers pour le Brésil (narcotrafiquants, base d'entraînement de l'armée américaine, etc.). Ensuite, dans le cas d'opérations de maintien de paix avec l'ONU (Mozambique, Angola, Equateur - Pérou, etc.).
- Intervenir au niveau intérieur : L'action à ce niveau est définie par la Constitution (défense de la Patrie, garantie des pouvoirs constitués et garantie de la loi et de l'ordre). Le rôle interne majeur des forces armées est surtout lié à la garantie de la loi et de l'ordre. Il s'agit d'agir contre les mouvements de grèves, dans les collines des favelas de Rio à la recherche des trafiquants...

C/ De Color à Lula

- Sous Color et Cardoso le rôle des forces armées a été fortement diminué (seulement 3,35% des dépenses publiques vont aux militaires). Il s'agit d'actions au niveau du maintien de l'ordre et de surveillance des mouvements politiques déguisés et des mouvements sociaux (MST, Centrale des travailleurs, aile gauche du PT, aile gauche de l'Eglise Catholique...).
- Lula dans son programme ne pratique pas d'anti-militarisme mais au contraire. La mission des forces armées est double : défense des frontières et des régions menacées dans leur intégrité et proposition d'une réflexion au Congrès sur le rôle militaire et la défense nationale (thème oublié au Brésil contrairement aux autres pays du monde). Bref il s'agit de redéfinir le rôle des forces armées.

II/ La garantie du pacte sociale : les polices

A/ Les enjeux

- L'enjeu de la citoyenneté : aujourd'hui dans de nombreux Etats du Brésil, le carnet de travail signé sert de carte d'identité. Or l'article 59 de la Constitution concernant le délit de vagabondage menace de prison (15 jours à 3 mois). Ainsi le travailleur informel ne bénéficie pas de la citoyenneté, il s'agit d'une criminalisation des pauvres.
- L'enjeu de l'insécurité : Il s'agit de diminuer l'insécurité sans en créer une nouvelle qui serait d'ordre militaire. Il faut comprendre que le système policier au Brésil est lié aux décisions des Etats fédérés qui possèdent un nombre élevé de policiers (360 000 policiers sont militaires d'Etat, 100 000 sont policiers civils, 700 000 sont des policiers fédéraux).

Ainsi le premier enjeu sera de trouver un moyen pour l'Etat d'intervenir au niveau fédéral. Le second enjeu passe par la compréhension que la sécurité publique a un sens large, il inclut un bon éclairage des favelas, etc. Il ne s'agit pas que de sécurité policière.

B/ Le programme de Lula

- Continuer la réussite de Cardoso au niveau de la création d'un contrat avec les états pour les polices.
- Créer un secrétariat d'Etat à la Sécurité Publique.
- Renforcer la police fédérale (problèmes du coût requis).
- Changer l'article 144 de la constitution s'il réussit à obtenir assez de poids au Congrès (chaque institution policière est un élément séparé de l'institution de sécurité publique ce qui implique l'impossibilité de réorganiser le système public).

Conclusion

La sécurité étant gérée par les Etats fédéraux, il est difficile pour Lula d'agir directement si ce n'est par une réforme de la constitution ou bien sous forme contractuelle avec chaque Etat (ce que Cardoso avait tenté de faire).

Débat

Le problème de Rio

Le cas de la violence des favelas de Rio est un cas très exceptionnel au Brésil où la police n'a aucun pouvoir d'intervention. Peut être certaines favelas de Sao Paulo aussi sont dans cette situation.

Deux solutions existent :

- intervenir avec des forces armées.
- négocier, mais est-ce légitime de négocier avec des narcotrafiquants ?

Une solution dans les favelas de Rio semble très dure. Il faudrait que les habitants des favelas eux-mêmes rentrent dans le processus d'exclusion des revendeurs de drogues, mais le réseau est tel que cela est inimaginable. En effet les gangs de la drogue sont aussi la source de financement d'aide sociale dans ces favelas et ont donc le soutien des habitants.

La Prison :

La politique des prisons est considérée à part dans les politiques publiques en général. Le secteur est plus lié au pouvoir judiciaire. Les pauvres sont les plus représentés : dans l'Etat du Para 99% de la population carcérale est composée par 5% de la population (ceux avec un revenu inférieur à 5 fois au salaire minimum).

La priorité de l'Etat n'est pas pour les prisons, il s'agit d'abord d'améliorer la situation des travailleurs.

Le travail informel et le chômage :

Les statistiques existantes sur le taux de chômage sont certes discutables mais elles donnent une appréciation globale. Les statistiques sont certainement plus proches de la réalité pour les grandes villes que pour celles moyennes.

Il existe un intérêt pour le travailleur à travailler de façon informelle, en effet la précarité de l'emploi est telle qu'il est très peu probable de garder un emploi pendant les 20 années nécessaires pour avoir droit à la retraite. Il faut donc mieux travailler sans être déclaré et négocier avec son patron une compensation.

Gradualisme et rupture

En matière de protection sociale pas de gradualisme possible. Il s'agit d'un problème d'institution, le changement est d'ordre du pari politique (à savoir si tout le monde réussira à se mettre d'accord sur une réforme) : Lula en sera-t-il capable ?

LA REFORME AGRAIRE

La question agraire est un test majeur pour le régime de Lula. Le problème agraire est endémique, le mouvement social est connu et fort.

Il existe 3 polémiques :

- Cardoso a prétendu avoir réalisé la plus grande réforme agraire au monde mais les chiffres ont été truqués (dénonces du PT, des gouvernements fédéraux et des mouvements sociaux).
- Le rôle du MST.
- Les promesses de Lula.

Les systèmes agraires

Introduction :

Le système agricole est un système complexe, il ne s'agit plus seulement des structures agraires. Celles-ci ont été incorporées dans un système beaucoup plus large, industriel (approvisionnement en matières primaires et processus de transformation) et agricole.

I/ Historique

Le Brésil a hérité d'un système construit par ses colonisateurs, il y a eu transfert du modèle portugais des grandes propriétés (capitaineries) et de la cohabitation des systèmes de production à la fois destinées à l'exportation et à la consommation locale. Ce système a utilisé beaucoup l'esclavage et a survécu même après l'abolition.

En conséquence, on a une structure bipolaire qui a résisté au temps. Pour que la subsistance fonctionne, il y a eu nécessité d'importer de la main d'œuvre (européenne et japonaise) afin de continuer les exportations de café par exemple.

II/ La structure agraire actuelle

- 1% des exploitations concentrent 56% du territoire. Ainsi il y a peu de grandes exploitations qui occupent la majorité des terres et un très grand nombre de petites exploitations sur une petite portion du territoire.
- Cette première analyse doit être dépassée : Premièrement il s'agit d'une moyenne nationale ; deuxièmement le recensement de 1995 exclu une catégorie importante : les propriétés entre 10 et 800 ha. Ce sont des exploitations familiales modernisées du type « farmer » américain très différentes des latifundia. Enfin il faut comprendre que l'agriculture brésilienne a une originalité : il reste beaucoup de surfaces non exploitées. Beaucoup de terres disponibles sont à mettre en valeur tandis qu'il y a une concentration de types de produits par région (territorialisation).
- Exemple de la production du soja : Forte hausse en surface de production (en 30 ans de 200 000 ha à 13 millions d'ha). La production s'est modernisée essentiellement à travers l'exploitation par les « farmer ». La production a une vocation essentiellement agro-industrielle, elle est faite pour être transformée. On retrouve le phénomène de territorialisation avec un déplacement des productions du Sud du Brésil vers le Nord (Mato Grosso).

Conclusion :

Il y a une révolution agraire possible par le haut et non par le bas en la faisant à travers l'intégration d'un système agro-industrielle complexe.

Le MST et les élections brésiliennes

Il est important de faire la différence entre le PT, parti politique, et le MST, mouvement social.

I/ Naissance du MST

- Le MST est un mouvement social né au début des années 1980 avec pour objectifs d'inciter les partis à appuyer la réforme agraire, de donner conscience aux travailleurs agricoles l'intérêt de soutenir le mouvement et surtout d'occuper les terres des grands propriétaires avec pour but la déconcentration des terres.
- Cependant le problème de la lutte de la terre date de la colonisation et des structures qu'elle a amenées.
- Le MST collabore depuis toujours avec, d'autres mouvements de lutte pour la terre comme la Commission Pastorale de la Terre, le PT...

II/ Evolution du soutien au PT

- Lors des campagnes suivant le régime militaire le MST a toujours soutenu le PT (1984, 1989, 1994, 1998). Le choix d'appuyer le PT se justifie par le fait que, surtout en 1989, il y a un véritable espoir qu'un homme du peuple arrive au pouvoir, Lula.
- Lors de la campagne électorale 2001 le MST a continué à appuyer Lula. Cependant le MST critique les techniques de marketing employées par le PT. Selon le MST, la sensibilisation par l'émotion n'a pas permis le débat d'idées politiques.

III/ Raisons du soutien à Lula

- Parmi les candidats à la présidence Lula était le seul capable d'être élu et qui partageait les idées de la réforme agraire du MST.
- Moyen de mettre en échec les élites.
- Avoir un gouvernement de gauche.
- Nourrir l'espoir du changement.

IV/ Perspectives post électorales

Le MST a conscience que le PT a fait des alliances avec des partis qui se sont opposés au mouvement. L'élection de Lula au pouvoir représente un espoir de traiter différemment la question agraire tel qu'il y ait :

- réforme des terres,
- création d'emploi dans le milieu rural,
- production d'aliments pour tous,
- investissement dans l'agriculture familiale.

Cependant même avec Lula à la présidence, le MST maintiendra son statut indépendant de mouvements social avec si nécessaire occupations de terres et de bâtiments publics.

Lula devra donner un traitement différent aux terres occupées. Le MST continuera sa lutte pour développer la formation et la prise de conscience des agriculteurs de la nécessité de la réforme agraire, et articuler son action avec d'autres mouvements au Brésil, en Amérique Latine (Confédération Latino Américaine Paysanne - CLOC), dans le monde (Via Campesina) avec pour but l'organisation de la société rurale et citadine.

La réforme agraire dans la société brésilienne

Le MST a une importance quotidienne au Brésil mais celle-ci n'a rien à voir avec la réforme agraire. Le problème de la réforme agraire est secondaire il s'agit plus du thème social.

I/ Les enjeux

Le MST représente la lutte pour la réforme agraire. Cependant le mouvement utilise une idéologie retardataire. Il faut séparer différentes choses : le système agricole complexe, le niveau de développement de l'industrie très haut et le grand problème de l'abandon des campagnes.

- Cardoso pour aider les petites et moyennes structures agricoles avait mis en place le PRONAF. Il ne s'agit pas de faire revenir les gens à la campagne mais d'y maintenir ceux qui sont encore ruraux. Le phénomène de fuite vers la ville est important (déjà la moitié des ruraux travaillent aussi en ville pour avoir un complément salarial), il s'agit d'un phénomène mondial.
- Il y a eu un échec important de l'implantation rurale pour deux raisons : les nouveaux arrivants repartent (cas de 40% des implantés dans le Nordeste) et le désastre écologique.
- Dans l'agriculture moderne l'élément majeur n'est plus la terre mais l'infrastructure, l'équipement, la formation, l'obtention de crédits, etc.. Ainsi réformer au niveau agraire ne se réduit pas à la redistribution des terres mais à une réforme agro-industrielle.

Les grands problèmes sociaux sont dans les villes (où vivent 80% de la population). La réforme agraire est secondaire, la vraie réforme sociale est celle des villes.

II/ La représentation du MST

Le MST a une vision de gauche extrême avec un discours alternatif et une formation doctrinale dans ses écoles. Il ne représente pas la société brésilienne actuelle. Il faut accepter le jet démocratique libéral comme l'a fait Lula. Il a suivi le changement de la société. La cohésion externe du MST n'est possible que par sa forte idéologie interne.

Cependant il est important de défendre l'existence du MST car il permet de donner une voix aux plus défavorisés. Le MST est un symbole national avec des propositions en deçà du problème social brésilien.

Conclusion :

Le véritable problème social brésilien est la tradition sociale démocratique. Il n'existe pas aujourd'hui de vrais projets capitalistes d'intégration des plus défavorisés dans la société.

La tendance future des relations entre le PT et le MST risque fortement d'être au conflit. Le MST a une fonction : maintenir la voix des pauvres. Alors que Lula doit administrer différents systèmes pour se différencier de Cardoso. Chacun doit réaliser sa tâche.

Débat

Sur le bilan politique et social de Cardoso :

Se posent des problèmes théoriques et empiriques.. La relation entre démocratie et égalité sociale est importante mais ce n'est pas la même chose. A la limite dans une situation sociale de totale exclusion, la démocratie politique n'est pas possible, mais en même temps, la démocratie comme un système politique juridique des institutions a une certaine autonomie. De ce point de vue, il n'y a pas de doute que Cardoso a fait avancer la consolidation démocratique. La preuve en est que le nouveau président est Lula. Il y a donc eu transfert du pouvoir.

On peut dire que Cardoso avait dans sa politique des éléments qui ne sont pas positifs pour la démocratie. Education nationale, santé sont positifs. Au niveau du marché, un désastre. Le bilan Cardoso est mitigé. Il ne faut pas être manichéen. (ex : privatisation des télécommunications = un bien...).

Il ne faut pas condamner un gouvernement par ce qu'il est néo-libéral mais il faut juger son bilan.

Sur la réforme agraire :

Contrairement à d'autres pays qui ont connu des réformes agraires. Ces réformes se font faites avec des règles fixées une fois pour toute. Il faut donc répartir les terres de manière équitable : répartir les terres aux 50% des paysans qui n'en ont pas. Dans les systèmes fermés, les réformes agraires se sont faites dans la douleur (ex : la France, répartition sur un seuil donné entre des personnes chassées et d'autres installées). Au Brésil, le cas est

différent car le processus s'est fait avec la possibilité de s'échapper (idée de soupape) par l'ouverture des fronts pionniers. D'ailleurs, de plus en plus de personnes remarquent que la frontière se ferme. Les personnes qui n'arrivent pas à s'installer reviennent et souvent gonflent le MST.

Il y a encore des zones où le front pionnier reste ouvert - dans les années 1970 et 1980, 1 million d'hectares mis en culture en moyenne par année. Aujourd'hui, processus est plus lent – 500 000 à 1 million d'hectare au Mato Grosso).

Cette idée de soupape concerne les petits producteurs familiaux. Ex : le caboclo ...

La frontière en elle-même reflète les structures agraires du pays. Les petits exploitants y ont donc participé.

Selon les données statistiques de la FAO : le Brésil est la 10^{ième} économie du monde. Ceci sous-entend qu'il faut augmenter la production pour réduire le problème de la famine au Brésil. La production n'est pas en relation directe avec la consommation. Il y a un problème de revenu (c'est ce que Lula dit aussi). Les pauvres ne peuvent se nourrir par manque de revenu. La question ne vient pas de la production. Pas de relation production/consommation. Il y a des problèmes énormes mais très complexes au Brésil : il faut des solutions modernes et non ancienne.

Sur le MST

Le MST, comme mouvement social, fêtera ses 19 ans en janvier 2003. Les données qui vont être dites ne sont pas officielles car il y a actuellement une enquête en cours pour les remettre à jour. Il y a 250 000 familles assentadas qui travaillent dans l'agriculture familiale (1 million de personnes qui produisent leur propre consommation). Le processus brésilien a apporté l'exode rural. Une des conséquences est la fin du modèle exportateur. Le Brésil exporte et la majorité de la population vivait en majorité dans les campagnes : processus d'exploitation de la main d'œuvre rural. La fin du modèle d'intégration des terres a provoqué l'exode rural des personnes. L'école est apparue que dans les années 30 en milieu rural. L'exode rural n'a pas contribué à l'expansion des villes mais des favelas. Les personnes qui sont parties des campagnes et qui travaillaient dans l'agriculture ont représenté une main d'œuvre peu qualifiée pour l'industrie et représente aujourd'hui 20% de la population (= les chômeurs).

On assiste à un processus inverse : le retour à la campagne. Car les perspectives d'emploi et de revenu sont de plus en plus difficiles. Il est un peu paradoxal de dire qu'il faut investir dans l'agriculture moderne. Il y a une contradiction entre l'agriculture moderne et la création d'emploi (utilisation de la technologie). Ces personnes n'ont pas d'emploi, pas de salaire... pas de pouvoir d'achat. Comment garantir qu'elles ne souffriront pas de la faim. C'est pourquoi le MST a confiance en la réforme agraire et que la RA est un moyen pour l'agriculture familiale de produire sa propre alimentation. Dans le projet néolibéral, on laisse trop de place à la technologie et notamment aux biotechnologies.

Sur la lutte pour la terre :

1% des propriétaires possèdent 44% des terres. La concentration est absurde. Les personnes d'origine rurale qui sont dans les favelas représentent environ 5 millions de personnes.

La politique de Cardoso contre le MST par rapport aux occupations : il disait que les familles qui voulaient des terres n'avaient pas besoin des mouvements sociaux. Qu'il fallait s'inscrire à la poste et dans les 90 jours, les familles auraient une terre. Dans les premiers mois du programme, 575 000 familles se sont inscrites et aujourd'hui aucune n'a de terres. Au Brésil la seule façon d'avoir une terre est l'occupation.

Les relations avec les autres mouvements d'Amérique latine : via la CLOC, plusieurs mouvements sociaux et paysans sont regroupés. Le MST est membre de la campagne latino-américaine contre ALCA.

Sur la démocratisation de la terre : la démocratisation des moyens de production et l'idée de construire une agriculture qui ait vocation à la production d'aliments. La grande agriculture brésilienne financée par le gouvernement est le soja pour l'exportation principalement.